

Ultimatum...

Marcel Chaput

Volume 4, numéro 21, mars 1962

Le séparatisme

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/59883ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Chaput, M. (1962). Ultimatum... *Liberté*, 4(21), 145–149.

Ultimatum . . .

MARCEL CHAPUT

Interview exclusive à Liberté

Question: Désirez-vous le pouvoir?

— Je ne veux pas le pouvoir pour le pouvoir. C'est-à-dire que je ne suis pas de cette race d'hommes qui veulent le pouvoir pour la seule volupté de régner, au prix de reniements et de compromis. Ce que je veux, c'est l'indépendance de ma nation, la nation canadienne-française. Si pour l'obtenir, il est nécessaire qu'un parti séparatiste se fasse élire à Québec, je serai de ce parti. Si au contraire, le parti déjà au pouvoir, à Québec, manifeste sa volonté de faire l'indépendance, je serais prêt à l'appuyer.

En somme, ces paroles, en apparence anodines, constituent un ultimatum à tout parti au pouvoir à Québec. Nous lui disons: Si vous ne voulez pas faire l'indépendance, nous irons la faire à votre place. Et pour cela, il faut le pouvoir.

Question: Si oui, reconnaissez-vous que le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale doit devenir un parti politique?

— Tout comme pour faire l'indépendance, il faut le pouvoir, pour accéder au pouvoir, il faut être un parti politique. Si donc les vieux partis refusent de s'engager dans la voix de l'indépendance du Québec, le R.I.N. verra à ce qu'il y ait, en lice, un parti politique séparatiste.

Ici se présentent, à nous, deux options: que le R.I.N. devienne lui-même un parti politique et cesse d'exister en tant que mouvement de pression, ou bien que le R.I.N. reste mouvement de pression et laisse à un parti politique, formé à côté de lui, le soin d'accéder au pouvoir et de faire l'indépendance. C'est là une question de stratégie.

Question: Dans quel délai?

— Dans deux ans et demi environ, le Québec sera de nouveau en période d'élections. Et ces élections constitueront le champ de la première grande bataille de l'indépendance du Québec. Il ne fait aucun doute que ces élections se feront autour du sujet de l'indépendance. C'est donc dire qu'à ce moment, les jeux seront faits. tous les partis politiques en lice se seront prononcés.

Et le R.I.N. qui entend jouer un rôle de premier plan dans cette prochaine élection, devra donc prendre les mesures nécessaires avant cet événement.

Question: Accepteriez-vous que, au lendemain d'une élection, le R.I.N. constitue le principal parti de l'opposition au parlement québécois?

— Un parti politique ne se forme pas pour siéger dans l'opposition. Ce stade n'a de sens que s'il permet d'espérer passer au pouvoir un jour.

De même, le R.I.N. ou un parti souverainiste, n'accepterait de siéger dans l'opposition que si une première élection ne lui avait pas permis de prendre le pouvoir. Mais le R.I.N., ou le parti souverainiste, n'entendrait pas rester longtemps dans l'opposition. En somme l'opposition pour le R.I.N., ou pour un parti souverainiste, ne doit être qu'un tremplin vers le pouvoir.

Question: De façon générale, trouvez-vous que le gouvernement Lesage travaille, consciemment ou non, à préparer la voie à l'indépendance?

— Toutes les fois qu'un gouvernement de Québec use de son droit et dote sa province d'une institution qui lui est propre, il travaille à préparer la voie à l'indépendance. Au contraire, toutes les fois qu'un gouvernement du Québec abandonne un droit à Ottawa, ou partage ce droit avec lui, ce gouvernement diminue les chances du Québec d'accéder à l'indépendance.

A moins que ces concessions à Ottawa ou à une puissance étrangère n'aient pour effet de soulever l'indignation des Canadiens français.

Le gouvernement Lesage a posé des gestes qui appartiennent à ces deux types. Il a travaillé à faciliter l'accession du Québec à l'indépendance en créant, par exemple, une délégation générale à Paris, en fondant un ministère des affaires culturelles avec service du Canada français d'outre-frontières et office de la langue française. Il a aussi contribué à maintenir le Québec en état de tutelle en cédant à Ottawa sur la toponymie du Nouveau-Québec, en adoptant le code de signalisation routière de la Canadian Good Roads Association, et autres.

Avant d'être un état de fait, l'indépendance est un état d'esprit. Et tout ce qui contribue à élever la fierté des Canadiens français contribue, par le fait même, à préparer l'indépendance.

D'une façon générale, le gouvernement Lesage a, comme les précédents gouvernements, pratiqué la vertu d'indépendance et commis des péchés de mise en tutelle.

L'indépendance malheureusement, tout comme la sainteté, est beaucoup plus que quelques actes isolés de vertu.

Question: Accepteriez-vous une alliance électorale ou une coalition, au pouvoir, avec un Daniel Johnson résolument indépendantiste?

— Je crains comme la peste des politiciens devenus résolument indépendantistes pour fins d'élections. Leur conversion repose beaucoup trop sur l'opportunisme pour être durable.

Toutefois, comme il y a de vrais indépendantistes dans tous les partis et dans tous les groupes, le parti politique qui fera l'indépendance constituera nécessairement une mosaïque de toutes les tendances, largement diluée par des membres sans passé politique.

L'indépendance d'un peuple est une entreprise trop sérieuse pour être confiée à des politiciens.

Question: Raymond Barbeau est-il un rival ou un allié?

— Les deux.

Si le R.I.N. fut fondé, alors qu'existait l'Alliance Laurentienne, c'est que des gens, désireux d'indépendance, rejetaient Raymond Barbeau dans sa méthode et sa doctrine. Raymond Barbeau était donc pour eux, un rival. Homme de droite dans

un monde qui s'en éloigne, Raymond Barbeau ne pouvait pas faire l'union des indépendantistes; il ne pouvait que les diviser.

Mais Raymond Barbeau veut tout autant que moi l'indépendance du Québec. Il sait donc fort bien que le jour du parti politique, il faudra faire l'union des forces. Ce jour, il deviendra donc un allié.

Cette affiliation de Raymond Barbeau à un parti politique souverainiste ne signifie nullement que le parti politique devra adopter en entier le programme de l'Alliance Laurentienne. Il en sera de ce parti comme de tous les partis politiques. Il sera fait de trois tiers, numériquement égaux ou non: un tiers de droite, un tiers de gauche et un tiers de centre.

Question: Quel homme politique, vivant ou mort, admirez-vous le plus?

— Jeanne d'Arc, parce qu'elle n'avait rien du politicien.

Question: Quel est celui des deux, Lesage ou Diefenbaker, qui s'opposerait avec le plus d'acharnement à l'avènement de l'indépendance?

— Les deux s'y opposeront avec le même acharnement. Cependant ces deux oppositions ne produiront pas le même effet. Celle de Diefenbaker suscitera l'union des Canadiens français autour de cette idée et travaillera ainsi à réaliser l'indépendance du Québec. Au contraire, l'opposition de Jean Lesage, Canadien français et premier ministre du Québec, ne pourra que diviser la nation canadienne-française.

C'est pourquoi je dis, moi aussi, que c'est à Québec, et non à Ottawa, que se livrera la bataille de l'indépendance.

Question: Quel pourcentage de la population du Québec est actuellement, selon vous, convertie à votre idéologie?

— Il y a, pour fin de discussion, cinq catégories de personnes parmi la population du Québec. Celles qui adhèrent au R.I.N.; celles qui sont acquises à l'idée de l'indépendance sans pour autant adhérer à un mouvement; celles qui, sans être séparatistes, veulent une amélioration de la condition des Canadiens français; celles qui sont tout à fait opposées à l'indépendance du Québec, et finalement, celles qui ne se sont pas encore fait d'opinion sur le sujet.

Or, il y a une immense différence entre compter les sépa-

ratistes avoués au moyen d'un sondage, et compter les votes séparatistes le jour de l'élection.

Demandez à quelqu'un: Etes-vous séparatiste? et il pourra vous répondre d'une façon imprécise ou même négative alors que le jour de l'élection, dans l'intimité de l'isoloir, il votera pour l'indépendance.

Organisez, aujourd'hui même, un sondage sur la question du séparatisme et nous recueillons un 30 p. 100 de oui. Faites une élection, aujourd'hui même, et nous récoltons 60 p. 100 des votes.

La raison, c'est qu'avec un sondage, les réponses affirmatives ne viennent que des deux premières catégories, alors qu'avec une élection, le vote séparatiste comprend quatre des cinq catégories.

Marcel CHAPUT